

## Espagne : La CGT s'affirme comme la troisième organisation syndicale

mardi, 16 novembre 2004 / **Commission Journal** /

Comité d'édition du [mensuel Alternative libertaire](#).

C'était déjà vrai sur le terrain depuis des années. La Confédération générale du travail (CGT, anarcho-syndicaliste) pouvait être considérée comme la troisième organisation syndicale d'Espagne derrière les deux grandes centrales : les Commissions ouvrières (CC-OO) et l'Union générale du travail (UGT). À l'issue du processus électoral dans les secteurs privé et public, on peut affirmer, résultats à l'appui, que la CGT consolide sa place de troisième organisation la plus « représentative » des travailleuses et travailleurs d'Espagne.

Avec plus de 5 000 délégué(e)s (soit 3 639 élu(e)s aux comités d'entreprise et 1 400 délégué(e)s syndicaux), des représentant(e)s dans 1 600 entreprises et un champ d'action syndicale qui lui permet de toucher directement plus de 2 millions de salarié(e)s, on mesure l'importance du chemin parcouru depuis 25 ans, c'est-à-dire depuis la crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol qui a culminé avec l'éclatement de la CNT.

Dans le détail, plus d'un million de travailleuses et travailleurs ont voté pour la CGT lors des dernières élections aux comités d'entreprises. À ce chiffre il faut ajouter celui de 600 000 salarié(e)s que la CGT représente à l'occasion de négociations collectives et 300 000 dans les filiales et entreprises de sous-traitance. Soit deux millions de personnes, ce qui constitue 15,4 % des 13 millions de salarié(e)s d'Espagne. L'effectif moyen des entreprises dans lesquelles la CGT a obtenu des délégué(e)s est de 560 travailleur(s) et la moyenne de délégué(e)s obtenu(e)s par entreprise est de 2,5.

Voilà pour les chiffres. Dans le secteur privé, c'est dans les banques, la métallurgie, les télécommunications et le nettoyage que la CGT est la mieux implantée. Dans le public, c'est à la RENFE (chemins de fer), à la Poste, les collectivités territoriales et dans les télévisions régionales autonome qu'elle est la plus présente. Bien que comptant un nombre d'affilié(e)s (autour de 60 000) encore modeste au regard des effectifs des CC-OO et de l'UGT (réformistes proches du Parti socialiste ouvrier espagnol) qui syndiquent chacun 700 000 à 800 000 adhérent(e)s, la CGT ne se réduit pas pour autant à une force de témoignage. C'est une force capable de mener des luttes locales mais aussi sectorielles importantes, et cela est le cas depuis plusieurs années dans les services à la main-d'œuvre surexploitée et précarisée comme les centres d'appel par exemple. Si l'UGT et les CC-OO mènent une politique très poussée de collaboration de classe depuis des années, sur le terrain, elles doivent souvent opter pour une politique de grand écart sous peine de voir passer des sections entières à la CGT, ce qui n'est pas rare à l'issue d'une grève ou d'une négociation d'accord d'entreprises sur l'emploi, les salaires ou le temps de travail. Organisation présente dans les entreprises à travers ses sections syndicales, la CGT intervient dans d'autres domaines grâce à ses groupes d'action sociale et commissions dans divers domaines (antimilitarisme, femmes, jeunes, Chiapas, écologie).

### Une stratégie globale

Ainsi ces toutes dernières années la CGT a été en pointe dans la lutte des sans-papiers qu'en Espagne les syndicats considèrent d'abord comme des travailleur(se)s et qu'ils s'efforcent d'organiser bien plus qu'en France.

Par ailleurs ses locaux mais aussi les athénées libertaires que ses militant(e)s animent sont autant de contre-pouvoirs contribuant à l'organisation et à la convergence des luttes.

Ce tableau serait par trop idyllique s'il cherchait à masquer les limites actuelles de la CGT.

En dépit de ces avancées la CGT ne parvient pas pour autant à faire bouger les lignes de forces du syndicalisme dominé par les CC-OO et l'UGT. Ces deux centrales disposent de moyens extrêmement puissants dans un pays où la corruption syndicale (financement du syndicalisme majoritaire, achat des syndicalistes les plus en vue par promotion dans l'entreprise) est particulièrement développée. Une corruption qui a des incidences sur l'emploi, ce qui détermine donc aussi les choix d'affiliation. Ainsi à SEAT la grande compagnie automobile espagnole, la direction a décidé, il y a quelques années, de financer plus grassement l'UGT et les CC-OO suite à leur ratification de la convention d'entreprise. Elle leur a permis aussi de faire rentrer leurs

proches dans l'entreprise. Autant d'avantages dont la CGT s'est vu privée face à son refus de signer un accord flexibilisant les horaires de travail et précarisant certains types d'emplois.

Les militant(e)s de la CGT sont particulièrement exposé(e)s à la répression antisyndicale. Par ailleurs l'UGT et les CC-OO ne sont pas la CFDT. S'ils ont la signature facile il leur est arrivé (UGT surtout) ces dernières années d'impulser des mobilisations dans les branches mais aussi d'organiser des journées de grève générale interprofessionnelle. Enfin les contradictions ne sont pas qu'externes. Malgré de réels progrès les capacités de la CGT ne sont pas toujours à la hauteur de ses ambitions notamment dans le syndicalisme interprofessionnel où dans de nombreuses villes les forces investies dans ce domaine demeurent très modestes. Enfin si la CGT s'efforce de ne pas limiter son champ d'action au territoire espagnol et participe à des regroupements de syndicats professionnels et interprofessionnels combattifs à l'échelle internationale et qui ne se limitent pas à une identité anarcho-syndicaliste ou syndicaliste révolutionnaire stricto-sensus, sa contribution à l'émergence d'un syndicalisme de lutte international demeure encore modeste.

En dépit de ces faiblesses réelles la CGT constitue un pôle de référence incontournable pour les libertaires et plus largement les anticapitalistes d'Espagne et d'ailleurs.

**CJ**

---